

L'ajournement

disponibles. Cette solution permet en outre d'offrir un maximum d'emplois. Selon une étude effectuée par le Conseil économique du Canada, ajouter de l'isolant à un million de maisons déjà construites, créera 27,000 années-personnes d'emploi en provoquant la perte de 7,000 années-personnes dans le secteur pétrolier; autrement dit, cela représentera un gain net de 20,000 années-personnes d'emploi. Selon les estimations, cela coûte près de un million de dollars pour créer un emploi dans les sables bitumineux, pour prendre un exemple extrême, contre \$50,000 à \$100,000 pour les programmes d'économie d'énergie ou pour les sources d'énergie renouvelables. En outre, les emplois sont créés là où ils sont nécessaires, c'est-à-dire là où les gens habitent. Il est inutile de diviser les familles ou de créer de nouvelles villes qui reposent sur une seule industrie dans des parcs à roulottes. Les programmes d'économie minimisent les effets néfastes sur l'environnement. Il vaut cent fois mieux réparer de vieilles maisons où des gens habitent déjà plutôt que de bouleverser des villages d'autochtones en risquant d'endommager sérieusement l'environnement à cause de déversements de pétrole, auxquels nous n'avons jusqu'ici trouvé aucune solution technique.

Il est vrai que les programmes actuels d'isolation des maisons posent des problèmes, sans parler du scandale de la mousse d'urée-formaldéhyde. Il y a eu des abus, et le gouvernement en a été prévenu. On l'a exhorté à prévoir les inspections qui s'imposent. La réponse aujourd'hui n'est pas de renoncer à ce programme, mais de corriger ses défauts et de mettre en œuvre le système d'inspection approprié.

Le Programme énergétique national avait dans son état initial des principes louables, et surtout l'autosuffisance énergétique, l'orientation vers l'économie de consommation et les formes d'énergies renouvelables. Il y était tenu compte de l'évidence en matière d'énergie, c'est-à-dire qu'on ne peut réaliser l'autosuffisance au Canada sans faire appel de façon notable aux formes d'énergies renouvelables et à l'économie de consommation. Mais qu'est-ce que cela a donné, monsieur l'Orateur? Les grands principes ont été relégués vers les parties du programme dotées des budgets les moins élevés.

Les subventions du programme d'incitations pétrolières s'accordent par milliards, mais les mesures d'économie de consommation n'ont droit qu'à de maigres millions. Et que reprochons-nous aux subventions d'incitation pétrolière? C'est qu'elles financent des sociétés qui ne paient pas d'impôts, ou du moins qui n'en paient pas leur juste part. Et c'est le contribuable qui fait les frais des travaux de prospection sans avoir droit à rien, tandis que les sociétés parlent de capital de risque. Elles épuisent le patrimoine dont nous avons hérité et que nous avons l'obligation de transmettre aux générations futures. Les subventions d'incitation pétrolière font en sorte que le pétrole si précieux va être recherché, extrait et expédié au Sud, ce qui va nous coûter très cher sur le plan monétaire et social. Les gens engouffreront encore plus d'essence dans leurs gros engins, et se ficheront bien de perdre de la chaleur dans leurs maisons mal isolées. Le Programme d'encouragements pétroliers représente un lent cheminement vers la canadianisation. Essentiellement, ces subventions ne sont pas orientées vers notre besoin de sécurité énergétique à long terme, mais plutôt vers une ressource non renouvelable et, au mieux, elles retardent l'échéance. Un jour, qui n'est pas très éloigné, nous

devrons passer aux ressources renouvelables. Moins nous utilisons de ressources fossiles maintenant, plus le passage sera facile.

Les subventions d'encouragement du secteur pétrolier sont également inflationnistes, ce qui compte de nos jours. Elles encouragent l'utilisation de formes d'énergie toujours plus coûteuses. La même quantité d'argent, investie dans des mesures d'économie, entraînerait une consommation réduite dans l'immédiat et, à long terme, des économies année après année. Les économies d'énergie signifient que le pétrole redevient bon marché, l'équivalent de \$5, \$10 ou \$20 le baril, selon les mesures utilisées. C'est beaucoup moins que l'objectif des subventions d'encouragement du secteur pétrolier.

Les économies d'énergie et les ressources renouvelables nous permettent de consommer tout en continuant à posséder. Nous pouvons poursuivre un certain nombre d'objectifs valables en même temps, au lieu d'avoir à choisir entre des objectifs incompatibles. Nous pouvons créer beaucoup plus d'emplois que ne peuvent en créer les ressources fossiles classiques. Nous pouvons favoriser la protection du milieu, au lieu de courir des risques considérables. Nous pouvons respecter les inquiétudes des autochtones et leur donner le temps de formuler leurs priorités, au lieu de leur imposer les nôtres, du sud. Nous pouvons maintenir notre niveau de vie, car les ressources énergétiques renouvelables sont riches et la technologie existe. Il faudrait passer aux actes, car les solutions sont connues. Voilà où se situe la difficulté. Pendant que nous subventionnons les sources d'énergie classiques, nous faisons en sorte que les nouvelles fassent leurs frais, ce qui rend la compétition injuste.

• (2225)

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a parlé des programmes d'isolation thermique des maisons et de remplacement du pétrole et de la nécessité de les utiliser plus efficacement. Naturellement, je le féliciterais d'atteindre à une plus grande efficacité, mais je voudrais en savoir davantage. Que va-t-il supprimer? Va-t-il supprimer ces deux programmes? Sinon, lesquels?

Enfin, je voudrais inviter le gouvernement à envisager les possibilités réelles du Programme énergétique national, particulièrement les aspects créateurs d'emplois. S'il faisait les calculs voulus et envisageait la question d'un œil critique, il constaterait que ses priorités sont inversées.

M. Dave Dingwall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, les inquiétudes qui ont motivé la question et les commentaires du député préoccupent non seulement son parti mais aussi le mien.

Qu'il soit bien compris que le gouvernement n'entend nullement abandonner son programme d'isolation des maisons ni son programme de remplacement du pétrole. Au contraire, le gouvernement entend favoriser vigoureusement la conservation de l'énergie et le remplacement du pétrole dans les habitations du Canada.

En ce qui concerne le programme de remplacement du pétrole, il est encourageant de noter que les activités se sont maintenues depuis le début de l'année alors que la tendance générale est à l'épargne. Notre objectif qui est de remplacer le pétrole par l'électricité et d'autres sources d'énergie renouvelables est atteint tandis que, comme c'était le cas l'an dernier, la